

Légation
SUISSE.

Paris, le 18 Janvier 1874

N° 166

Confidentiel.

Monsieur le Président

Avant hier soir (rapport n° 148) j'avais l'honneur de vous rendre compte des propos tenus par M. Nigra dans la salle d'attente du Ministère des affaires étrangères, & d'exposer que le Cabinet Italien avait demandé au Gouvernement français de se prononcer catégoriquement, à l'occasion de l'interpellation Dupleix, contre toute politique ultramontaine, contre toute pensée de restauration pontificale & de donner nettement à entendre au parti dévot français qu'il doit renouer à l'appui du Cabinet de Versailles.

J'espérais remonter hier soir, dans un dîner, le Comte Arnim & obtenir de lui des renseignements officiels au sujet des intentions de l'Allemagne. Avant hier soir, l'ambassadeur a perdu sa fille aînée & je ne l'ai donc pas vu. — Cependant, comme M. d'Arnim

Monsieur

Monsieur Schenk

Président de la Confédération Suisse Berne

BAR

16

17

Dodis



est venu vendredi à 2 heures chez le Duc Decazes, & qu'il est resté en conférence avec lui pendant près d'une heure, ce n'est pas trop s'avancer que de dire que l'objet de cet entretien devait être très-important. Sinon l'ambassadeur n'eût pas quitté sa fille deux ou trois heures avant le dernier soupir de celle-ci.

Voici en quelques mots ce que j'ai appris hier par le C^{te} Wesdehlen, conseiller de l'ambassade d'Allemagne.

M^r d'Armin n'avait, comme vous le savez, pas encore reçu d'instructions au sujet de l'attitude à prendre dans l'affaire des mandements épiscopaux, mandements dont la teneur était si injurieuse pour les gouvernements d'Allemagne, d'Italie & de Suisse. Vous vous rappelez également que M^r d'Armin avait demandé à ne recevoir pour instructions que ce qu'on serait décidé à obtenir. — Mercredi soir, il n'avait encore reçu aucune réponse à sa demande d'instructions.

Dans l'intervalley M^r Decazes avait rapporté à M^r d'Armin une conversation entre M^r de Gontaut-Biron & M^r de Bülow,

Dans laquelle le ministre prussien des affaires étrangères aurait
 déclaré que la circulaire envoyée aux évêques français par M^r
 de Fourtou le satisfaisait pleinement. M^r Decazes aurait ajouté :
 " Je me félicite vivement de ces déclarations de M^r de Bülow, qui
 " mettent fin à une question si délicate". — Quelques jours après,
 dans une nouvelle conversation entre Arnim & Decazes, ce dernier
 raconte que M^r de Gontaut - Biron avait eu, avec le prince de
 Bismarck une entretien sur cette même circulaire, & que le prince
 Bismarck avait, en termes très-vifs, déclaré que les expressions
 employées par M^r de Fourtou étaient beaucoup trop faibles; que
 l'Allemagne, en pleine lutte contre l'ultramontanisme, était obligée
 de surveiller partout les menées du parti clérical, & qu'en
 particulier l'Allemagne ne pouvait tolérer l'attitude des ultramontains
 français.

Jeudi soir est arrivé de Berlin un courrier à l'ambassade
 d'Allemagne à Paris, & c'est à la suite de l'arrivée de ce courrier
 que M^r d'Arnim s'est rendu Vendredi, malgré l'état presque désespéré

de la fille, à l'audience du duc Decazes.

M. Werdhellen dit ignorer ce qui a pu être dit à cette occasion, & n'avoir pas voulu encore en parler à son chef de la situation politique.

Le correspondant du Times, ~~seulement~~ qui s'était rapproché de nous pendant cette conversation, ~~fit observer~~ demanda à mon interlocuteur s'il avait connaissance d'un article de la Nord deutsche allgem. Zeitung publié le soir même par les journaux de Paris, & dont je vous remets sous ce pli la traduction française. — Le correspondant du Times fit observer que, dans sa pensée, on s'irritait trop en Allemagne du langage de la presse de des évêques français; il ne pense pas que les articles de journaux & les mandements de haut clergé aient l'influence qu'on leur attribue. — "Je me demande où Vous voulez - en venir", a-t-il continué. "Le gouvernement français, depuis huit jours, s'est ramené avec la droite, il ne lui est pas possible de se

„ déparer telle si brusquement & après un si court délai. — D'autre
 „ part, n'oubliez pas que vous pourriez, en passant au renversement
 „ du cabinet Broglie, en avoir un autre encore pire, parce que la
 „ France est au fond très catholique. — Voulez vous amener le cabinet
 „ de Versailles dans un cul de sac ? ”

Le diplomate allemand a répondu: “ Si j'étais un homme qui tombe
 „ de la lune, je vous donnerais raison. Mais à Berlin, on est
 „ engagé dans une lutte à outrance ” contre les ultramontains, &
 „ cette lutte nous oblige à considérer comme des ennemis tous ceux
 „ qui les soutiennent, qu'ils soient en France ou ailleurs. — Il
 „ semble résulter de cette réponse que M. Wesdehlen est plus ou courant
 „ qu'il ne veut le dire, de la teneur des instructions arrivées Jeudi.

A l'occasion de la conférence monétaire, j'ai eu avec M. Reisman
 un assez long entretien sur la même question. Il m'a confirmé les
 détails donnés par M. Nègre au Ministre des Pays-Bas, et

a ajouté : "L'Italie veut sincèrement la paix. Mais elle veut
 " aussi la reconnaissance définitive de l'ordre de choses actuel. Si on lui
 " refusait une réponse nette, elle verrait ce qui lui reste à faire".

Il a ajouté, & M. Wesdehlen a aussi abordé ce point, que
 l'Allemagne serait assez disposée à demander la poursuite de
 certains évêques en exécution de l'art. 12 de la loi française du
 17 Mai 1819, ainsi conçu : "L'offense, par l'un des mêmes moyens,
 " envers la personne des souverains ou envers celle des chefs des gouvernements
 " étrangers, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, et
 " d'une amende de 100fr à 5000 francs". Sur ce point, M. Wesdehlen
 m'a paru plus affirmatif que M. Rössmann.

Enfin j'ai rencontré hier soir un député du centre droit, c'est depuis
 plus de 20 ans avec M. de Broglie, & auquel j'ai demandé ce qu'il
 savait de la situation. Ce député a dit que, depuis plusieurs jours, le
 Gouvernement français était sincèrement inquiet. "M. de Bismarck serait

„ très irrité de la prétendue faiblesse du gouvernement français envers les
 „ évêques, & l'Italie, qui n'ose parler haut qu'à cause de son alliance
 „ avec l'Allemagne, surenchérit encore sur les réclamations prusiennes. Que
 „ peut faire le cabinet contre des prélats „ à moitié fous „ comme l'évêque
 „ de Nîmes ? Il n'a aucune action sérieuse sur eux. Tout ce qu'il
 „ fait ne contribuerait qu'à surcroître les dériances. Le gouvernement
 „ n'a aucune sympathie pour Mgr Plantier, qui ne lui épargne pas à lui-même
 „ les injures. Mais il a besoin de la droite pour sa lutte intérieure contre le
 „ radicalisme. Il ne peut se séparer d'elle. L'Allemagne semble décidément
 „ vouloir nous faire une mauvaise querelle. Elle sait que nous ne pouvons
 „ nous dégager de la droite ; elle sait que notre réorganisation marche trop
 „ vite ; elle veut ^{semble-t-il} nous infliger un affront sérieux, & peut être une
 „ série d'affronts, pour nous obliger à prendre les armes. — A l'intérieur
 „ la position n'est pas meilleure. Aujourd'hui le cabinet a presque
 „ subi un nouvel échec à la Chambre. M. Feray (centre gauche) avait
 „ demandé que le gouvernement, dans les localités comptant moins
 „ de 3000 âmes, dût choisir les maires au sein des conseils municipaux.

« La majorité contre cette proposition, n'a été que de 5 voix. Alors-
 nous avons une nouvelle crise intérieure venant s'ajouter à ces
 graves complications extérieures ? » Le député, en sa qualité de
 membre de la droite, ajoutait naturellement que tous les députés
 avaient le devoir patriotique de se serrer autour du cabinet du
 24 Mai.

À l'officiel de ce matin, la majorité obtenue hier par le
 gouvernement est de 4 voix seulement, et presque tous les
 ministres ont pris part au vote. Je dis, presque tous, parce
 que, chose curieuse, on trouve au nombre des absentions, le
 nom de M^r le Duc de Scazes.

Est-ce un simple accident ? ou y a-t-il là un fait
 voulu ? C'est ce que nous ne tarderons pas à savoir.

M^r Scazes peut avoir, après ses entretiens avec MM. Nigra &
 Armin, le sentiment qu'il est indispensable de faire des
 concessions à l'Allemagne & à l'Italie, que le cabinet actuel
 ne peut faire ces concessions, & qu'il doit toujours une porte ouverte

se mettre à la tête d'un nouveau cabinet.

En résumé, la situation est réellement grave. Mais je dois dire que je ne puis croire à la guerre. La France devra céder. Il est impossible qu'elle ne le fasse pas. Il y aura plutôt un changement de gouvernement en France qu'une guerre. Le sentiment que le Cabinet actuel peut, moins que tout autre, donner satisfaction à l'Allemagne et à l'Italie, contribuera à hâter sa chute. Ce qui paraît donc le plus probable, c'est, non pas la guerre comme le font croire les jefinistes, mais un changement de ministère, si M. de Broglie n'entre pas résolument dans une voie énergique contre les ultramontains.

En vous priant de conserver un caractère absolument confidentiel aux détails communiqués plus haut, je vous renouvelle, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération

Lardy